ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre, saisi par le Ministre Adjoint aux Finances, le 25 juin 1963, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif aux pensions de retraite et de survie du personnel de l'Ordre judiciaire, du Conseil d'Etat et de la Cour des comptes", a donné le 3 juillet 1963 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste kamer, de 25e juni 1963 door de Minister, Adjunct voor Financiën, verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het rust- en overlevingspensioen van het personeel van de Rechterlijke Macht, van de Raad van State en van het Rekenhof", heeft de 3e juli 1963 het volgend advies gegeven :

Pour l'intitulé du projet, il est proposé la rédaction suivante :

"Arrêté royal relatif aux pensions de retraite et de survie des magistrats et greffiers de l'ordre judiciaire, des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, des membres de la Cour des comptes et du personnel des greffes et des parquets".

+

L'article 1er, § 1er, premier alinéa, dispose que, pour l'application de l'article 3 de la loi du 2 août 1962 relative aux pensions de retraite et de survie, les traitements maximums des commis principaux de l'ordre judiciaire correspondant à ceux des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères, sont ceux qui résultent de la loi du 31 juillet 1952 modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire. La loi du 31 juillet 1952 ne mentionne pas les commis principaux.

Selon les renseignements donnés par le délégué du Ministre, les commis principaux sont des employés qui satisfaisaient aux conditions requises pour être nommés greffiers, avant que la connaissance des deux langues nationales ne soit exigée pour les emplois de greffier dans les greffes auxquels ils étaient attachés et qui n'ont pas réussi l'examen portant sur la connaissance de la seconde langue. Des arrêtés individuels ont accordé à ces employés le traitement de greffier à titre personnel.

Il n'est pas possible de considérer, comme le fait le projet, que la loi du 31 juillet 1952 aurait fixé le traitement des commis principaux. Cette loi a fixé le traitement des greffiers à titre personnel auxquels les commis principaux ont été assimilés.

Il convient donc de prévoir expressément dans un article distinct que pour l'application de l'article 3 de la loi du 2 août 1962 le traitement des commis principaux correspond à celui des greffiers à titre personnel.

Il est également proposé de faire un article distinct du § 1er de l'article 1er. Cet article pourrait être rédigé comme il sera proposé ci-après .

+

Les §§ 2 et 3 de l'article 1er devraient faire l'objet de deux articles distincts, rédigés comme il est proposé ci-après.

Il est proposé de subdiviser l'article 2 en trois articles, qui porteront les numéros 4, 5 et 6.

L'article 2, § 3, du projet appelle l'observ suivante : l'arrêté ministériel du 13 juillet 1957 po statut pécuniaire des employés principaux au greffe de Cour de cassation fixait deux traitements, l'un appli

.../.

pour la période du 1er janvier 1952 au 31 décembre 1956, l'autre applicable à partir du 1er janvier 1957. Le Gouvernement devrait donc, en complétant le texte proposé ci-après, préciser le traitement auquel il entend se référer. Cette disposition fera l'objet d'un article 7.

\+

\+ +

"Article 1er.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux magistrats et greffiers de l'ordre judiciaire, à l'exception des titulaires de fonctions mentionnés à l'alinéa 2, les traitements maximums fixés par la loi du 31 juillet 1952 modifiant la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire en ce qui concerne le traitement des magistrats, des greffiers et des employés des cours et tribunaux, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux greffiers-chefs de service, commis-greffiers principaux et commis-greffiers des cours et tribunaux et greffiers dirigeants des tribunaux de commerce , les traitements maximums résultant de la loi du 31 juillet 1952 et de la loi du 14 juillet 1960 modifiant, en ce qui concerne certains traitements, la loi du 18 juin 1869 sur l'organisation judiciaire, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

.../...

Article 2.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat, les traitements maximums prévus par la loi du 5 avril 1955 relative aux traitements des titulaires d'une fonction au Conseil d'Etat en tant qu'elle détermine les montants applicables à partir du ler mai 1954, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au ler janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 3.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux membres de la Cour des comptes, les traitements maximums prévus par la loi du 10 juin 1955 relative aux traitements des membres de la Cour des comptes en tant qu'elle détermine les montants applicables à partir du ler mai 1954, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au ler janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 4.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux secrétaires, secrétaires adjoints et secrétaires adjoints à titre personnel des parquets près les cours et tribunaux, les traitements maximums prévus par l'arrêté ministériel du 7 juillet 1953 portant statut pécuniaire des secrétaires, secrétaires adjoints et secrétaires adjoints à titre personnel des parquets près les cours et tribunaux, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au ler janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 5.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux commis principaux attachés aux officiers judiciaires des parquets, les traitements maximums prévus par l'arrêté ministériel du 10 août 1953 portant statut pécuniaire des commis principaux attachés aux officiers judiciaires des parquets, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 6.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux employés principaux au greffe de la Cour de cassation, les traitements maximums qui étaient fixés par l'arrêté ministériel du 13 juillet 1957 portant statut pécuniaire des employés principaux au greffe de la Cour de cassation, en tant que cet arrêté déterminait les montants applicables à partir du ... , correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 7.-

Pour le calcul de la revision des pensions de retraite et de survie accordées aux commis principaux des greffes, les traitements maximums fixés par la loi du 31 juillet 1952, pour les greffiers à titre personnel auxquels

.../...

les commis principaux ont été assimilés, correspondent aux traitements maximums des échelles barémiques en vigueur au 1er janvier 1951 pour le personnel des Ministères.

Article 8.-

Notre Ministre , Adjoint aux Finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté".

Voorgesteld wordt het opschrift van het ontwerp als volgt te redigeren :

"Koninklijk besluit betreffende het rust- en overlevingspensioen van magistraten en griffiers van de rechterlijke orde, ambtsdragers bij de Raad van State, leden van het Rekenhof en personeel van griffies en parketten".

Artikel 1, § 1, eerste lid, bepaalt : "Voor de toepassing van het artikel 3 van de wet van 2 augustus 1962 betreffende de rust- en overlevingspensioenen, zijn de maximumwedden ... der eerstaanwezende klerken van de rechterlijke macht, overeenstemmend met deze der weddeschalen in voege op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries, deze die voortvloeien uit de wet van 31 juli 1952 houdende wijziging van de wet van 18 juni 1869 betreffende de organisatie van het gerecht". Van eerstaanwezende klerken is in de wet van 31 juli 1952 echter geen sprake.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Minister zijn de eerstaanwezende klerken beambten die aan de vereisten om tot griffier te worden benoemd voldeden toen voor het ambt van griffier bij de griffies waaraan zij verbonden waren nog geen kennis van beide landstalen werd gevraagd, en die niet geslaagd zijn voor het examen over de kennis van de tweede taal. Individuele besluiten hebben die beambten de wedde van griffier titulair verleend.

.../...

De wet van 31 juli 1952 kan niet, zoals het ontwerp nochtans doet, geacht worden de wedde van die eerstaanwezende klerken te hebben vastgesteld. Wel heeft zij de wedde bepaald van de griffiers titulair met wie die eerstaanwezende klerken zijn gelijkgesteld.

Er moet dus met zoveel woorden, in een afzonderlijk artikel, worden gezegd dat de wedde van de eerstaanwezende klerken voor de toepassing van artikel 3 van de wet van 2 augustus 1962 overeenstemt met die van de griffiers titulair.

Bovendien wordt voorgesteld aan § 1 van artikel 1 een artikel te wijden, met de hierna voorgestelde lezing.

Ook de paragrafen 2 en 3 van artikel 1 zouden aparte artikelen moeten worden, gesteld als hierna in overweging is gegeven.

Artikel 2 van zijn kant ware in drie artikelen (4 tot 6) te splitsen.

Bij artikel 2, § 3, van het ontwerp is het volgende op te merken : het ministerieel besluit van 13 juli 1957 houdende bezoldigingsregeling van de eerstaanwezende bedienden bij de griffie van het Hof van cassatie stelde

.../...

twee wedden vast, een voor de periode van 1 januari 1952 tot 31 december 1956 en een vanaf 1 januari 1957. De Regering dient dus, onder aanvulling van de hierna voorgestelde tekst, te zeggen naar welke wedde zij bedoelt te verwijzen. Aan die bepaling ware een artikel 7 te wijden.

\+

\+ +

"Artikel 1.-

Voor het berekenen van de hierziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan magistraten en griffiers van de rechterlijke orde, met uitzondering van de in het tweede lid genoemde ambtsdragers, stemmen de maximumwedden, vastgesteld bij de wet van 31 juli 1952 tot wijziging van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting wat betreft de wedde van de magistraten, griffiers en bedienden van de hoven en rechtbanken, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

Voor het berekenen van de herziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan griffiers-hoofden van dienst, eerste griffiersklerken en griffiersklerken van hoven en rechtbanken en aan leidende griffiers van rechtbanken vankoophandel, stemmen de maximumwedden, voortvloeiend uit de wet van 31 juli 1952 en uit de wet

.../...

van 14 juli 1960 tot wijziging, wat bepaalde wedden betreft, van de wet van 18 juni 1869 op de rechterlijke inrichting, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

Artikel 2.-

Voor het berekenen van de herziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan ambtsdragers bij de Raad van State, stemmen de maximumwedden, bepaald bij de wet van 5 april 1955 betreffende de wedden der titularissen van een ambt bij de Raad van State in zover die wet de vanaf 1 mei 1954 toe te passen bedragen vaststelt, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

Artikel 3.-

Voor het berekenen van de herziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan leden van het Rekenhof, stemmen de maximumwedden, bepaald bij de wet van 10 juni 1955 betreffende de wedden van de leden van het Rekenhof in zover die wet de vanaf 1 mei 1954 toe te passen bedragen vaststelt, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

.../...

Artikel 4.-

Voor het berekenen van de herziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan secretarissen, adjunct-secretarissen en adjunct-secretarissen titulair van de parketten bij hoven en rechtbanken, stemmen de maximumwedden, bepaald bij het ministerieel besluit van 7 juli 1953 houdende geldelijk statuut van de secretarissen, adjunct-secretarissen en adjunct-secretarissen titulair der parketten bij de hoven en rechtbanken, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

Artikel 5.-

Voor het berekenen van de herziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan eerstaanwezende klerken verbonden aan de gerechtelijke officieren van de parketten, stemmen de maximumwedden, bepaald bij het ministerieel besluit van 10 augustus 1953 houdende geldelijk statuut van de eerstaanwezende klerken verbonden aan de gerechtelijke officieren der parketten, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

Artikel 6.-

Voor het berekenen van de herziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan eerstaanwezende bedienden bij de griffie van het Hof van cassatie, stemmen de maximumwedden, die bepaald waren bij het ministerieel

.../...

besluit van 13 juli 1957 houdende geldelijk statuut van de eerstaanwezende bedienden bij de griffie van het Hof van verbreking in zover dat besluit de vanaf . . . toe te passen bedragen vaststelde, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

Artikel 7.-

Voor het berekenen van de herziening van de rust- en overlevingspensioenen, toegekend aan eerstaanwezende klerken van de griffies, stemmen de maximumwedden, bepaald bij de wet van 31 juli 1952 voor de griffiers titulair met wie de eerstaanwezende klerken gelijkgesteld zijn, overeen met de maximumwedden in de op 1 januari 1951 voor het personeel der Ministeries geldende weddeschalen.

Artikel 8.-

Onze Minister, Adjunct voor Financiën, is belast met de uitvoering van dit besluit".

La chambre était composée de

Messieurs : J.SUETENS, premier président,
de Heren : eerste voorzitter,

G.HOLOYE, conseillers d'Etat,
J.MASQUELIN, raadsheren van State,

F. DUCHENE, assesseurs de la section de législation,
Ch. VAN REEPINGHEN, bijzitters van de afdeling wetgeving,

G. DE LEUZE, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.SUETENS.

Le rapport a été présenté par M.J. LIGOT, substitut.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) G. DE LEUZE.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H.J.SUETENS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) J. SUETENS.